

ENTENTE RELATIVE AU
PARTAGE DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE
DANS LE CADRE DE L'ENTENTE DE DÉLÉGATION
DE GESTION D'ACTIVITÉS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER
SUR LES TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT

ENTRE

Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par Monsieur François Provost, Directeur général de la coordination de la gestion des forêts, dûment autorisé en vertu du *Règlement sur la signature de certains actes, documents et écrits du ministère des Ressources naturelles et de la Faune* (Chapitre M-25.2, r.1);

Ci-après appelée le « Ministre »

ET

Rexforêt inc., personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 2954, boulevard Laurier, bureau 590, Québec (Québec) G1V 4T2, représenté par, son directeur général, Monsieur Marc Lamontagne, dûment autorisé ainsi qu'il le déclare,

Ci-après appelée le « Délégataire »

Ci-après appelées collectivement les « Parties »;

ATTENDU QUE le Ministre, dans le cours normal de ses activités, recueille de l'information géographique;

ATTENDU QUE le Ministre est autorisé à accorder tout droit relatif à l'information géographique ciblée par la présente Entente (annexe 2);

ATTENDU QUE le Ministre agit au nom du gouvernement du Québec, les données transmises au Délégataire appartenant à d'autres ministères et organismes du gouvernement du Québec sont soumises aux mêmes droits d'auteur, restrictions et conditions auxquels le Ministre s'est engagé;

ATTENDU QUE le Ministre a accordé au Délégataire la responsabilité d'exercer des pouvoirs et des responsabilités concernant la gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État;

PAR CONSÉQUENT, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATIONS

1.1 DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente, les expressions et termes suivants signifient :

INFORMATIONS GÉOGRAPHIQUES :

Données originales localisées ou localisables sur le territoire, issues de diverses compilations gouvernementales et de leur numérisation. Des données textuelles peuvent aussi être considérées afférentes aux données géographiques et faire partie de l'information géographique.

MÉTADONNÉES :

Données qui renseignent sur la nature de certaines données et qui permettent ainsi leur utilisation pertinente.

1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les annexes mentionnées à la présente Entente font partie intégrante de ce contrat. Le Délégataire reconnaît en avoir reçu des copies, les avoir lues et consent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées.

Le présent contrat constitue la seule Entente relative au partage de l'information géographique intervenue entre les Parties.

En cas de conflit entre les annexes et la présente Entente, cette dernière prévaudra.

1.3 INTERPRÉTATION

Advenant qu'une clause ou une partie de la présente Entente soit déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire par un arbitre ou à la suite d'une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente Entente continuera d'avoir plein effet et de lier les Parties.

1.4 LOIS APPLICABLES ET TRIBUNAL COMPÉTENT

La présente Entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

2. OBJET DE L'ENTENTE

Par la présente Entente, les Parties s'engagent à mettre en place les mécanismes de gestion nécessaires à une approche de « coopération en réseau » de l'information géographique et d'établir les modalités de partage de l'information géographique relative aux ressources naturelles et au territoire. Cette approche permet au Délégataire de s'acquitter de son mandat et de collaborer avec le Ministre à la mise à jour des données géographiques ainsi qu'à la production d'information géographique, le cas échéant, et d'en assurer le retour au Ministre. Ce mode de fonctionnement implique la mise en commun de l'information géographique dans le respect des principes sous-jacents à l'approche de « coopération en réseau » du Ministre. Les modalités opérationnelles de partage et de mise à jour de l'information géographique sont présentées à l'annexe 1.

Les principes de l'approche de « coopération en réseau » sont les suivants :

- Toute donnée est partageable entre le Ministre et un délégataire du Ministre, dans la mesure où ce partage est nécessaire à l'exercice du mandat de ce délégataire et qu'il n'existe aucune contrainte légale ou stratégique à procéder ainsi;
- Toute donnée partagée entre le Ministre et un organisme autorisé d'agir en son nom, incluant les nouvelles données de connaissance, doit être retournée au Ministre;
- Toute donnée produite par un délégataire du Ministre et issue du partage des données initiales est partageable avec le Ministre dans la mesure où elle est complémentaire au mandat du Ministre;

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENT DU MINISTRE

Le Ministre s'engage à :

- 3.1.1 Fournir au Délégataire l'information géographique nécessaire à la réalisation de son mandat tel que défini à l'Entente de délégation de la gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État. À cet effet, une liste des fichiers de données à partager est annexée à la présente Entente (annexe 2). Au besoin, d'autres fichiers de données seront fournis sur demande écrite adressée conformément aux dispositions de l'annexe 1 et seront assujettis à la présente Entente ;
- 3.1.2 Fournir au Délégataire la documentation nécessaire pour assurer une compréhension de l'information géographique livrée incluant les métadonnées;
- 3.1.3 Prendre les mesures de sécurité nécessaires pour protéger les droits d'auteur du Délégataire, notamment par des instructions ou des directives aux employés et aux sous-traitants qui ont accès à l'information géographique dans les limites de la présente entente;
- 3.1.4 Effectuer des travaux selon les frais prévus à l'article 9 et en fonction de la capacité de son organisation à pouvoir répondre aux demandes. Toutefois, le MFFP n'est aucunement tenu, en vertu de la présente entente, d'assurer des services de soutien technique.

3.2 ENGAGEMENT DU DÉLÉGATAIRE

Le Délégataire s'engage à :

- 3.2.1 Prendre les mesures de sécurité nécessaires pour protéger les droits d'auteur du Ministre, notamment par des instructions ou des directives à ses employés et ses sous-traitants qui ont accès à l'information géographique dans les limites des activités prévues dans l'entente de délégation de gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État;
- 3.2.2 Collaborer à la mise à jour de l'information géographique reçue du Ministre et respecter les modalités opérationnelles de partage et de mise à jour établies à l'annexe 1;

- 3.2.3 Rendre disponible au Ministre, l'information géographique produite par le Délégué et ses sous-traitants afin de l'intégrer dans ses processus, À cet effet, une liste descriptive, non exhaustive, des données à partager est annexée à la présente Entente (annexe 4);
- 3.2.4 Lorsqu'il le juge à propos, transmettre les données à une tierce partie afin que cette dernière effectue des travaux en son nom. Dans ce cas, il incombe au Délégué de s'assurer du respect de la présente Entente. Les données alors transmises ne concernent que les territoires couverts par les travaux au contrat;
- 3.2.5 Éviter toute situation mettant en conflit son intérêt personnel ou les intérêts de ses administrateurs et ceux du Ministre, ou créant l'apparence d'un tel conflit, à l'exclusion toutefois d'un conflit découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente Entente. Si une telle situation se présente, le Délégué doit immédiatement en aviser le Ministre qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au Délégué comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la convention;
- 3.2.6 À l'expiration de la présente Entente, le Délégué doit retourner toute l'information géographique reçue, bonifiée ou modifiée au Ministre ou la détruire et lui certifier par écrit qu'elle a été détruite;
- 3.2.7 Ne pas faire référence au Ministre comme étant le fournisseur de l'information géographique de quelque façon que ce soit, sans avoir préalablement obtenu l'approbation du Ministre.

4. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente Entente entre en vigueur au moment de sa signature par les Parties et prendra fin le 31 mars 2023.

5. TERRITOIRE VISÉ PAR L'ENTENTE

L'entente porte sur les territoires où se réalisent des activités d'aménagement forestier déléguées à Rexforêt.

6. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente Entente devra faire l'objet d'une entente écrite entre les Parties. Cette dernière ne peut changer la nature de la convention et elle en fera partie intégrante.

7. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Les informations géographiques partagées par le Ministre et la mise à jour de celles-ci transmises par le Délégué, conformément à l'annexe 2 de la présente entente, sont la propriété exclusive du Ministre.

8. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 DÉFINITION

Aux fins du présent article, on entend généralement par :

« **droits de propriété intellectuelle** » : tous les droits de propriété intellectuelle enregistrés ou non, y compris les droits relatifs aux brevets, droits d'auteur, dessins industriels, topographies de circuits intégrés, inventions (brevetables ou non), obtentions végétales, découvertes, secrets de commerce, savoir-faire, noms de domaine, marques de commerce, noms commerciaux et autres droits reconnus par la loi statutaire ou le droit commun dans ce qui précède, incluant toute demande de protection.

8.2 PROPRIÉTÉ DES DROITS

- 8.2.1 Les droits de propriété intellectuelle relatifs à l'information géographique sont la propriété exclusive du Ministre, qui les détient au nom du gouvernement du Québec;

Pour les fins visées à la présente Entente, le Ministre accorde au Délégué, et à ses partenaires, une licence non exclusive, révocable et incessible, pour la durée de l'Entente, pour les activités prévues dans le cadre de l'Entente et pour le territoire défini à l'article 5, lui permettant de reproduire, d'utiliser et d'adapter l'information géographique fournie par le Ministre.

- 8.2.2 Caractère officiel de l'information géographique du Ministre :

Pour être officialisées, les nouvelles données ou les données modifiées doivent avoir fait l'objet d'une vérification et d'une attestation d'acceptation par le Ministre ou d'une intégration des données dans ses propres systèmes.

9. DROITS ET SERVICES À PAYER

Pour les informations géographiques originales **sans transformation**, en consultation et en partage de données matricielles et vectorielles

- Le Délégué n'aura pas à payer au Ministre les droits normalement demandés pour ces données pour la durée de l'Entente compte tenu qu'il agit pour et au nom du Ministre.

Pour les informations géographiques originales **avec transformation** :

- Si le Délégué demande au Ministre que des travaux soient réalisés sur les données, les frais encourus seront à la charge du Délégué. Le Ministre offrira ses services à titre onéreux sur la base d'un taux horaire de 58 \$ pour les services techniques et de 81,50 \$ pour les services professionnels. Ces taux seront mis à jour au 1^{er} avril de chaque année.

Pour les nouvelles informations géographiques :

- Lorsque les Parties à la présente Entente le jugent à propos, elles pourront convenir mutuellement de la pertinence d'acquérir de nouvelles données. Dans ces circonstances, elles pourront procéder à la négociation d'un contrat de production de nouvelles données dont les termes et les conditions y seront inclus, selon le principe du partage des coûts.

10. CONFIDENTIALITÉ

Le Déléataire s'engage à ce que ni lui, ni ses employés, administrateurs ou sous-traitants ne divulguent ou ne fassent connaître, sans y être dûment autorisés par le Ministre, les informations dont ils auraient eu connaissance dans le cadre de la présente Entente, notamment les données contenues dans les fichiers.

11. GARANTIE

11.1 Les parties s'engagent à corriger gratuitement, dans les meilleurs délais et pour autant qu'elles soient reproductibles et imputables à celles-ci, les erreurs informatiques liées à la lecture des fichiers fournis;

11.2 Les parties ne peuvent garantir l'exactitude de l'information géographique visée par l'entente et en conséquence, elles ne peuvent en aucun cas être tenues responsables des dommages résultant de son utilisation.

12. RÉSILIATION

Le Ministre se réserve le droit de résilier l'Entente pour l'un des motifs suivants :

- a) le Déléataire fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente Entente ;
- b) le Déléataire cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de faillite, de liquidation ou de cession de ses biens;
- c) le Déléataire présente des renseignements faux ou trompeurs, ou fait de fausses représentations.

Pour ce faire, le Ministre adresse un avis écrit de résiliation au Déléataire énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe a), le Déléataire aura dix (10) jours ouvrables pour remédier aux défauts énoncés dans l'avis, à défaut de quoi cette Entente sera automatiquement résiliée à compter de l'expiration de ce délai. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu aux paragraphes b) et c), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de réception de l'avis.

La résiliation de la présente Entente ne met pas fin à l'application de l'article 10.

13. CESSION

Les droits et les obligations prévus à la présente Entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du Ministre.

14. VÉRIFICATION

Le Ministre se réserve le droit de faire les vérifications nécessaires afin de s'assurer que le Délégué se conforme aux conditions d'utilisation mentionnées dans l'Entente.

Le Délégué s'engage à collaborer avec le Ministre et il accepte de se conformer à toute demande ou mesure que le Ministre pourra lui imposer s'il constate qu'il y a manquement aux conditions de l'Entente.

15. AVIS

Tout avis requis en vertu d'une disposition de la présente Entente doit, pour être valide et lier les Parties, être donné par écrit et transmis par messenger ou par poste certifiée au représentant de chacune des Parties aux coordonnées ci-après indiquées :

Pour le Ministre

Monsieur François Provost, ing. f.
Directeur général
Édifice Le Saphir
1300, rue du Blizzard
Bureau 200B
Québec (Québec) G2K 0G9
Télécopieur : 418 646-0042
Courriel : francois.provost@mffp.gouv.qc.ca

Pour le Délégué

Monsieur Marc Lamontagne, ing. f.
Directeur général
2954, boulevard Laurier
Bureau 590
Québec (Québec) G1V 4T2
Télécopieur : 418 644-9927
Courriel : m.lamontagne@rexforet.com

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des Parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé en double exemplaire :

À Qo-Sec, le 11 avril 2018

LE MINISTRE

Original signé

Par : François Provost *inst.*
Directeur général

À Queluc, le 6 avril 2018

LE DÉLÉGATAIRE

Original signé

Par : Marc Lamontagne
Directeur général

ANNEXE 1

MODALITÉS OPÉRATIONNELLES DE PARTAGE ET DE MISE À JOUR DES DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Considérations générales

- Les données seront transmises au Délégué par les coordonnateurs régionaux en géomatique;
- Les fichiers transmis au délégué pourront être utilisés sur les lieux d'affaires identifiés à l'annexe 3 de la présente entente;
- Les demandes de support technique de 1^{ère} ligne en géomatique doivent être adressées au coordonnateur régional en géomatique.

Données originales sans transformation (matricielles ou vectorielles)

- Acquisition par le Délégué :
 - Le Ministre n'est aucunement tenu, en vertu de la présente Entente, d'assurer des services de soutien technique;
 - Les demandes d'acquisition de ces données doivent être adressées par écrit au coordonnateur régional en géomatique.

Données originales avec transformation (vectorielles)

- Acquisition par le Délégué :
 - Les demandes de transformation de données doivent être adressées par écrit au coordonnateur régional en géomatique;
 - Tel que prévu à l'article 9 « Droits et services à payer » de la présente Entente, les services de transformation des données seront facturés au Délégué ou à l'organisme qu'il aura prévu le représenter pour exécuter les travaux en son nom.

Consignes pour la transmission au MFFP des mises à jour des données

- Mise à jour des données :
 - Le Ministre entend recevoir les données du Délégué dans le format « Shape File ». Les données contenues dans les fichiers devront être accompagnées de leurs métadonnées.
 - Les données sur les chemins, les ponts et les ponceaux (annexe 4) devront respecter la *Norme de structuration de l'information géographique sur les infrastructures routières forestières*. Les données géographiques sur les travaux réalisés devront respecter le *Manuel d'instruction pour la confection des rapports d'activités d'aménagement sur le territoire forestier du domaine de l'État* (annexe 4);
 - Le Ministre entend recevoir les mises à jour des données en provenance du Délégué sur une base annuelle à la date anniversaire de l'Entente ou à toute autre fréquence convenue entre les Parties;
 - Les données seront transmises électroniquement sur support informatique (CD-DVD) ou par le réseau mis en place par le Ministre au moment de la transmission.

- Assurance qualité
 - Après réception des données transmises par le Délégué, le Ministre exécutera des travaux d'assurance qualité sur le respect des normes et de la précision des données. Le Ministre se réserve le droit d'exiger des améliorations des données dans un délai de deux (2) mois après la réception de ces dernières.

Nouvelles données produites par le Délégué du MFFP et issues du partage des données

- Lorsque des fichiers de données supplémentaires aux fichiers originaux sont produits par le Délégué, le Ministre se réserve le droit de les réclamer, lorsqu'ils sont complémentaires au mandat du Ministre relativement à la gestion des ressources naturelles et du territoire public. Dans ce cas, les consignes pour la transmission des mises à jour des données au Ministre s'appliquent.

Coordonnateurs régionaux en géomatique

▪ Direction générale secteur nord-est

- Direction de la gestion des forêts Saguenay-Lac-Saint-Jean
Pascal Baillargeon
3950, boulevard Harvey, 3^e étage
Jonquière (Québec) G7X 8L6
Téléphone : 418 695-8125, poste 254
pascal.baillargeon@mffp.gouv.qc.ca
- Direction de la gestion des forêts Côte-Nord
Bruno Poulin
625, boul. Laflèche, RC 702
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
Téléphone : 418 295-4676, poste 329
bruno.poulin@mffp.gouv.qc.ca

▪ Direction générale secteur nord-ouest

- Direction de la gestion des forêts Abitibi-Témiscamingue
Simone Paquin
70, avenue Québec
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1
Téléphone : 819 763-3388, poste 446
simone.paquin@mffp.gouv.qc.ca
- Direction de la gestion des forêts Nord-du-Québec
Claude Gagnon
1121, boulevard Industriel, C. P. 159
Lebel-sur-Quévillon (Québec) J0Y 1X0
Téléphone : 819 755-4838, poste 238
claud.gagnon@mffp.gouv.qc.ca

▪ Direction générale secteur central

- Direction de la gestion des forêts Mauricie-Centre-du-Québec
Sylvain Flageol
55, 119e Rue
Shawinigan (Québec) G9P 5K6
Téléphone : 819 536-2695, poste 231
sylvain.flageol@mffp.gouv.qc.ca
- Direction de la gestion des forêts Capitale nationale-Chaudière-Appalaches
Jean-Philippe Jacques
1300, rue du Blizzard, local 100
Québec (Québec) G2K 0G9
Téléphone : 418 643-4680, poste 5729
jean-philippe.jacques@mffp.gouv.qc.ca

▪ Direction générale secteur sud-est

- Direction de la gestion des forêts Bas-Saint-Laurent
Gleason Gagnon
92, 2e Rue Ouest, bureau 207
Rimouski (Québec) G5L 8B3
Téléphone : 418 727-3710, poste 422
gleason.gagnon@mffp.gouv.qc.ca
- Direction de la gestion des forêts Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Jacqueline Audet
195, boulevard Perron Est
Caplan (Québec) G0C 1H0
Téléphone : 418 388-2125, poste 227
Télécopieur : 418 388-2444
jacqueline.audet@mffp.gouv.qc.ca

▪ Direction générale secteur sud-ouest

- Direction de la gestion des forêts Outaouais
René Beauvais
16, impasse de la Gare-Talon, RC 100
Gatineau (Québec) J8T 0B1
Téléphone : 819 246-4827, poste 246
rene.beauvais@mffp.gouv.qc.ca
- Direction de la gestion des forêts Lanaudière-Laurentides
René Beauvais
16, impasse de la Gare-Talon, RC 100
Gatineau (Québec) J8T 0B1
Téléphone : 819 246-4827, poste 246
rene.beauvais@mffp.gouv.qc.ca

▪ Direction générale secteur métropolitain et sud

- Direction de la gestion des forêts Estrie-Montréal-Montérégie-Laval
Chantal Dubuc
545, boul. Crémazie Est, 8^e étage
Montréal (Québec) H2M 2V1
Téléphone : 514 873-2140, poste 242
chantal.dubuc@mffp.gouv.qc.ca

ANNEXE 2

Date de mise à jour : 2018-03-29

Liste des fichiers livrés, au besoin, au Déléataire, sur une base annuelle, par la Direction de la gestion des forêts, dans le contexte de la délégation de gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État.

Information géographique partagée par le Ministre au Déléataire	Origine	Fréquence de mise à jour	Livraison
Peuplement écoforestier original	IEQM-RAF	Annuelle	Avril
Peuplement écoforestier à jour	IEQM-RAF	Annuelle	Juin
Pont forestier Routard	IEQM-RAF	Annuelle	Avril
Chemin forestier Routard	IEQM-RAF	Annuelle	Juin
Perturbations (Interventions forestières, Feux, Autres perturbations, Non forestier)	IEQM-PROV	Annuelle	Juin
Hydrographie linéaire (BDTQ 20K ou GRHQ si disponible)	DDE - RAF	Annuelle	Avril
Hydrographie surfacique forestière (ORI)	IEQM-RAF	Annuelle	Avril
Courbe niveau BDTQ 20K	DDE - PROV	Annuelle	Avril
Classe de pente numérique	DDE - RAF	Annuelle	Avril
Division administrative forestière (COAD)	DDE - RAF	Annuelle	Avril
Territoire faunique structuré	DDE - PROV	Annuelle	Avril
Vocation PATP – ponctuel, surfacique	DDE - PROV	Annuelle	Avril
Orthophotos	WMS	N/A	
Historique des travaux (RAIF) – selon disponibilité	Donnée régionale	Annuelle	Avril
Inventaire avant traitement	Donnée régionale	Selon disponibilité	
DICA prescription des travaux non commerciaux	Donnée régionale	Annuelle	Avril
Usages forestiers - linéaire, surfacique, ponctuel	Donnée régionale	Annuelle	Avril
Zone d'application des modalités d'intervention	Donnée régionale	Annuelle	Avril
Encadrements visuels	Donnée régionale	Annuelle	Avril
Planification forestière du Ministère, résultats nécessaires à la réalisation des travaux délégués par la Direction générale sectorielle	Donnée régionale PAFI	Annuelle	Avril

Note : pour répondre à des besoins régionaux spécifiques liés aux travaux délégués à Rexforêt, le coordonnateur régional en géomatique peut établir un addenda à l'Entente afin de fournir les informations géographiques qui ne sont pas identifiées dans cette annexe mais qui sont nécessaires à la réalisation de ces travaux.

ANNEXE 3

Liste des fichiers livrés, par le Ministre que le Délégué peut fournir, au besoin, à une tierce partie, s'ils sont requis pour l'exécution de son contrat, dans le contexte de la délégation de gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État.

Les données transmises par le Délégué à une tierce partie, ne doivent couvrir que les secteurs concernés par le contrat. Un découpage des données du ministère doit être réalisé selon le contour du territoire des travaux au contrat.

Information géographique que le Délégué peut fournir à une tierce partie	Origine	Livraison
Peuplement écoforestier original	IÉQM-RAF	Annuelle
Peuplement écoforestier à jour	IÉQM-RAF	Annuelle
Pont forestier Routard	IÉQM-RAF	Annuelle
Chemin forestier Routard	IÉQM-RAF	Annuelle
Perturbations (Interventions forestières, Feux, Autres perturbations, Non forestier)	IÉQM-PROV	Annuelle
Hydrographie linéaire (BDTQ 20K ou GRHQ si disponible)	DDE - RAF	Annuelle
Hydrographie surfacique forestière (ORI)	DDE - RAF	Annuelle
Courbe niveau BDTQ 20K	DDE - PROV	Annuelle
Classe de pente numérique	DDE - RAF	Annuelle
Division administrative forestière (COAD)	DDE - RAF	Annuelle
Territoire faunique structuré	DDE - PROV	Annuelle
Vocation PATP – ponctuel, surfacique	DDE - PROV	Annuelle
Orthophotos	WMS	N/A
Historique des travaux (RAIF) – selon disponibilité	Donnée régionale	Annuelle
Inventaire avant traitement	Donnée régionale	Selon disponibilité
DICA prescription des travaux non commerciaux	Donnée régionale	Annuelle
Usages forestiers - linéaire, surfacique, ponctuel	Donnée régionale	Annuelle
Zone d'application des modalités d'intervention	Donnée régionale	Annuelle
Encadrements visuels	Donnée régionale	Annuelle
Planification forestière du Ministère, résultats nécessaires à l'exécution du contrat	Donnée régionale PAFI	Annuelle

ANNEXE 4

Liste des fichiers livrés au Ministre, sur une base annuelle, par le Délégataire :

Information géographique que le Délégataire mettra à jour et retournera au Ministre	Origine	Livraison	Remarque
Chemins	Rexforêt		Se référer à la Norme de structuration de l'information géographique sur les infrastructures routières forestières pour le contenu des fichiers.
Ponts	Rexforêt		
Ponceaux	Rexforêt		
Rapport d'exécution (RATF des travaux réalisés)	Rexforêt		Se référer au Manuel d'instruction pour la confection des rapports d'activités d'aménagement sur le territoire forestier du domaine de l'État pour le contenu des fichiers.
Inventaire après traitement	Rexforêt		

Note 1 : les informations géographiques sur les chemins, les ponts et les ponceaux que devra fournir le Mandataire au Ministre proviennent uniquement des travaux réalisés par le Délégataire dans le cadre de l'Entente de délégation de gestion d'activités d'aménagement forestiers sur les terres du domaine de l'État.

ANNEXE 5

ENDROITS DÉSIGNÉS POUR L'UTILISATION DES FICHIERS PAR LE DÉLÉGATAIRE

Régions 01 et 11

Monsieur Jean-Guy Cyr
190, rue Armand-Lelièvre
Local 114, 2e étage
New Richmond (Québec) G0C 2B0
Téléphone : 418 392-5076, poste 29
jg,cyr@rexforet.com

Région 02

Monsieur Salifou Thiam
962, rue Paradis
Roberval (Québec) G8H 2K1
Téléphone : 418 275-5790, poste 218
s.thiam@rexforet.com

Régions 03 et 04

Madame Sara Marquis
442, avenue Willow, suite B
Case postale 173
Shawinigan(Québec) G9N 1X2
Téléphone : 819 731-1778
s.marquis@rexforet.com

Régions 05, 06, 14 et 15

Monsieur Alex Gagnon
545, du Pont
Mont-Laurier (Québec) J9L 2S2
Téléphone : 819 623-4575

660, rue Brassard
Saint-Michel-des-Saints (Québec)
J0K 3B0
Téléphone : 450 833-5351
a.gagnon@rexforet.com

Région 07

Monsieur Olivier Mainville
4, rue Gendron
Egan Sud (Québec) J9E 3A9
Téléphone : 819 449-6088, poste 224
o.mainville@rexforet.com

Régions 08 et 10

Monsieur Hugo-Charles Lacasse-Bois
221, rue Gilbert-Bossé
Val-d'Or (Québec) J9P 0H5
Téléphone : 819 354-4080, poste 225

Région 09

Monsieur Dominic Bissonnette
1331, boulevard Industriel
Baie-Comeau (Québec) G5C 1B8
Téléphone : 418 295-4017
d.bissonnette@rexforet.com

Conditions d'utilisation

Le Délégataire s'engage à informer le Ministre de la localisation des autres places d'affaires où il utilisera les fichiers.

ADDENDA À L'ENTENTE RELATIVE AU
PARTAGE DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE
DANS LE CADRE DE L'ENTENTE DE DÉLÉGATION
DE GESTION D'ACTIVITÉS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER
SUR LES TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT

ENTRE

Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par M. Martin Gingras, directeur général du secteur-sud-ouest, dûment autorisé en vertu du *Règlement sur la signature de certains actes, documents et écrits du ministère des Ressources naturelles et de la Faune* (Chapitre M-25.2, r.1);

Ci-après appelé le « Ministre »

ET

Rexforêt inc., personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 4 rue Gendron, Egan-Sud (Québec) J9E 3A9, représenté par, M. Bruno Thibault, dûment autorisés ainsi qu'ils le déclarent,

ATTENDU QUE le présent addenda vise à ajouter les données numériques suivantes à l'annexe 2 de l'entente de partage de l'information géographique ci-jointe.

DESCRIPTION DES FICHIERS

Liste des fichiers livrés, au besoin, au délégataire, sur une base annuelle, par la direction régionale, dans le contexte de la délégation de gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État.

Information géographique partagée par le ministre au délégataire	Origine	Fréquence de mise à jour	Livraison
Ilots de vieillissement	Donnée régionale	Annuelle	Avril
Art. 46 Fertilité	Donnée régionale	Annuelle	Avril
OPMV8	Donnée régionale	Annuelle	Avril

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé en double exemplaire :

À Gatineau, le 25-03-2020

LE MINISTRE

Original signé

Par : Martin Gingras
Directeur général du secteur sud-ouest

A Egan Sud, le 23 mars 2020

LE DÉLÉGATAIRE

Original signé

Par : Bruno Thibault
Directeur régional, Outaouais / Laurentides-Lanaudière